

ARTICLE 3 : L'Unité de Gestion du Projet est dirigée par un Coordonnateur nommé par Arrêté du Ministre chargé de l'Environnement.

Il a rang de chef de Division de service central.
Il rend compte au Directeur National de la Conservation de la Nature.

ARTICLE 4 : Outre le Coordonnateur l'Unité de gestion du Projet comprend :

- un Administrateur financier
- un Comptable
- un Secrétaire
- un Chauffeur
- un Gardien.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 27 juillet 2004

**Le Ministre de l'Environnement
et de l'Assainissement,
Nancoman KEITA.**

ARRETE N°04-1516/MEA-SG PORTANT CREATION D'UN COMITE NATIONAL DE PILOTAGE DU PROGRAMME AFRICAIN RELATIF AUX STOCKS DE PESTICIDES OBSOLETES AU MALI.

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ASSAINISSEMENT,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°91-006/P-CTSP du 25 avril 1991 autorisant la ratification de la Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux en Afrique et le contrôle de leurs mouvements transfrontiers signée à Bamako le 30 janvier 1991 ;

Vu l'Ordonnance n°00-035/P-RM du 14 septembre 2000 autorisant l'adhésion de la République du Mali à la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontiers de déchets dangereux et de leur élimination, adoptée à Bâle le 22 mars 1989 ;

Vu la Loi n°98-058 du 17 décembre 1998 ratifiant l'Ordonnance n°98-027/P-RM du 25 août 1998 portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) ;

Vu la Loi n°01-020 du 30 mai 2001 relative aux pollutions et aux nuisances ;

Vu la Loi n°02-060 du 17 décembre 2002 autorisant la ratification de la Convention de Rotterdam sur la Procédure de Consentement Préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un Commerce International, adoptée à Rotterdam, le 10 septembre 1998 ;

Vu la Loi n°03-003 du 07 mai 2003 autorisant la ratification de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POP), signée à Stockholm le 22 mai 2001 ;

Vu le Décret n°01-394/P-RM du 06 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des déchets solides ;

Vu le Décret n°01-395/P-RM du 06 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des eaux usées et gadoues ;

Vu le Décret n°01-397/P-RM du 06 septembre 2001 fixant les modalités de gestion des polluants de l'atmosphère ;

Vu le Décret n°04-140/P-RM du 29 avril 2004 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 2 mai 2004 portant nomination des Membres du Gouvernement ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé auprès du Ministre chargé de l'Environnement un organe consultatif dénommé « Comité National de Pilotage du Programme Africain relatif aux Stocks de Pesticides obsolètes » au Mali, en abrégé (CNP-PASP).

ARTICLE 2 : Le Comité National de Pilotage (CNP) a pour mission d'assurer l'animation, la coordination et le suivi des activités du PASP.

A ce titre il est chargé de :

- fixer les grandes orientations du PASP ;
- coordonner la recherche de financements ;
- examiner et approuver le plan annuel du PASP ;
- examiner les documents techniques issus des études, enquêtes et évaluations au cours de la mise en œuvre du PASP ;
- œuvrer à la prévention de l'accumulation des stocks de pesticides obsolètes en assurant la coordination entre tous les acteurs intervenant dans la gestion des pesticides ;
- formuler des recommandations à l'autorité du tutelle en vue de l'amélioration du fonctionnement du PASP.

ARTICLE 3 : Le Comité National de Pilotage (CNP) du Programme Africain relatif aux stocks de Pesticides obsolètes au Mali (PASP) est composé comme suit :

Présent :

- Le représentant du ministre chargé de l'Environnement et de l'Assainissement ;

Membres :

- un représentant du ministre chargé de l'Agriculture ;
- un représentant du ministre chargé de la Santé ;
- un représentant du ministre chargé des Finances ;
- un représentant de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances (DNACPN) ;
- un représentant de la Direction Nationale de l'Appui au Monde Rural (DNAMR) ;
- un représentant de la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle du Secteur du Développement Rural (DGRC/SDR) ;
- un représentant de la Direction Nationale de la Santé (DNS) ;
- un représentant de la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC) ;
- un représentant de la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- un représentant de la Coordination du Programme d'Appui aux Services Agricoles et aux Organisations Paysannes (PASAOP) ;
- un représentant de la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) ;
- un représentant de l'Office de la Haute Vallée du Niger (OHVN) ;
- un représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) ;
- un représentant du Réseau des Opérateurs d'Intrants Agricoles du Mali (ORIAM) ;
- un représentant de l'Association des Distributeurs de Produits Agro pharmaceutiques (ADPA-Mali Phyto) ;
- un représentant du réseau PAN (Pesticide Action Network) Africa au Mali ;
- le point focal de la Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POP) ;

Chacun des départements ministériels, structures et organismes concernés ci-dessus cités seront représentés par deux (02) personnes dont un titulaire et un suppléant en cas d'absence ou d'empêchement du premier.

ARTICLE 4 : La liste nominative des membres du Comité National de Pilotage du PASP est fixée par décision du Ministre chargé de l'Environnement et de l'Assainissement.

ARTICLE 5 : Le Comité National de Pilotage du PASP peut, au besoin, requérir la contribution de toute personne physique ou morale en raison de ses compétences particulières ou créer au besoin des groupes Ad hoc de travail à durée déterminée pour traiter les questions spécifiques liées à la gestion des pesticides.

ARTICLE 6 : Le Comité National de Pilotage du PASP se réunit deux fois par semestre en session ordinaire sur convocation de son Président.

Il peut cependant se réunir en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent sur convocation de son Président.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire du Comité National de Pilotage du PASP est assuré par une Cellule de Coordination.

ARTICLE 8 : Sous la supervision du Comité National de Pilotage du PASP, la Cellule de Coordination est chargée de :

- préparer les réunions du Comité ;
- élaborer les compte rendus des réunions du comité ;
- veiller à l'application des décisions du comité ;
- élaborer le plan annuel du PASP ;
- assurer la mise en œuvre du PASP ;
- coordonner les études, enquêtes et recherches prioritaires ;
- mobiliser les ressources auprès des partenaires techniques et financiers au développement ;
- travailler en étroite collaboration avec les différents services techniques et les autres partenaires impliqués dans la gestion du PASP dont les bailleurs de fonds ;
- coordonner et superviser les activités de suivi-évaluation du PASP ;
- préparer les rapports périodiques d'évaluation (trimestriels et annuels) du PASP ;
- élaborer et mettre en œuvre le plan de communication du PASP.

ARTICLE 9 : La Cellule de coordination est dirigée par un coordinateur nommé par arrêté du Ministre chargé de l'Assainissement.

ARTICLE 10 : La Cellule de Coordination du PASP comprend en outre :

- un expert national en gestion des pesticides chargé des questions institutionnelles et du suivi-évaluation ;
- un gestionnaire financier ;
- un aide comptable ;
- un secrétaire ;
- un chauffeur.

ARTICLE 11 : En cas d'absence ou d'empêchement, le coordinateur peut confier la gestion de la Cellule de coordination à un autre membre de la Cellule de coordination.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Bamako, le 2 août 2004

**Le Ministre de l'Environnement
et de l'Assainissement,
Nancoman KEITA**

~~**ARRETE N°04-1886/MEA-SG PORTANT CREA-
TION DU COMITE DE PILOTAGE DE L'ETUDE DU
SCHEMA DIRECTEUR ET D'UN PROGRAMME DE
DRAINAGE DES EAUX PLUVIALES ET D'ASSAI-
NISSEMENT DES EAUX USEES DU DISTRICT DE
BAMAKO**~~

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE
L'ASSAINISSEMENT,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Accord de Don n°2100155002517 du 26 août 2004 entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Africaine de Développement (BAD) relatif à l'étude du Schéma Directeur et d'un Programme de Drainage des eaux pluviales et d'assainissement des eaux usées du District de Bamako ;

Vu l'Ordonnance n°98-027/P-RM du 25 août 1998 portant création de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances, ratifiée par la loi n°98-058 du 17 décembre 1998 ;

Vu le Décret n°98-393/P-RM du 08 septembre 1998 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;

Vu le Décret n°04-141/P-RM du 02 mai 2004 portant nomination des membres du Gouvernement.

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Il est créé un comité de pilotage de l'étude du schéma directeur et d'un programme de drainage des eaux pluviales et d'assainissement des eaux usées du District de Bamako.

ARTICLE 2 : Le comité de pilotage de l'étude du schéma directeur et d'un programme de drainage des eaux pluviales et d'assainissement des eaux usées du District de Bamako a pour mission :

- l'approbation des différents rapports ;

- de s'assurer que les orientations et mesures retenues lors des ateliers ;

- sont en conformité avec les objectifs de la décentralisation ;

- répondent aux exigences de l'étude, aux aspirations et besoins des populations ;

- restent dans le cadre des plans de développement économique et social du District ;

- évitent toute duplication avec les actions menées par d'autres partenaires au développement.

ARTICLE 3 : Le comité de pilotage de l'étude du schéma directeur et d'un programme de drainage des eaux pluviales et d'assainissement des eaux usées du District de Bamako est composé ainsi qu'il suit :

Président : le Ministre de l'Environnement et de l'Assainissement ou son représentant ;

Membres :

- le représentant du Ministère chargé de l'Eau ;
- le représentant du Ministère chargé des Finances ;
- le représentant du Ministère chargé de la Santé ;
- le représentant du Ministère chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme ;

- le représentant de la Mairie du District de Bamako ;
- le représentant de la Mairie de la Commune I ;
- le représentant de la Mairie de la Commune II ;
- le représentant de la Mairie de la Commune III ;
- le représentant de la Mairie de la Commune IV ;
- le représentant de la Mairie de la Commune V ;
- le représentant de la Mairie de la Commune VI ;
- le représentant du Secrétariat exécutif de la CAFO ;
- le représentant du COGIAM ;
- le représentant de l'Association des Acteurs Privés du secteur de l'eau et de l'assainissement.

ARTICLE 4 : Le comité de pilotage de l'étude peut se faire assister par toute personne physique ou morale en raison de ses compétences particulières. Cette dernière peut participer aux réunions du comité avec voix consultative.

ARTICLE 5 : Le comité de pilotage se réunit une fois par trimestre en session ordinaire sur convocation de son président. Il peut se réunir en session extraordinaire sur convocation de son président ou à la demande au moins d'un tiers de ses membres.

ARTICLE 6 : Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par le coordonnateur de la cellule d'exécution. A cet effet, ce dernier prépare les réunions et en dresse les procès-verbaux.